

Paula Capra

*Doctorante en Sciences de l'information et de la communication
Université Paris X*

L'ORIGINALITÉ DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN AMÉRIQUE LATINE

Le terme de communication participative ou populaire nous paraît aujourd'hui familier. Inscrit dans le langage du mouvement alternatif, il a été une inspiration pour la démocratisation des sociétés et il est à la base d'une série d'utopies. L'Amérique latine est un terrain favorable pour explorer ce modèle à cause de deux raisons : la première est que la communication participative, si nous reconnaissons Paulo Freire comme l'un de ses précurseurs, est née sur ce continent ; la seconde est que, dans le contexte de l'organisation sociale latino-américaine (verticale et inégalitaire), la communication populaire a joué un rôle primordial dans la construction identitaire et la mobilisation politique.

La rupture avec le diffusionnisme

Faisant suite à un rapport de l'Unesco qui affirmait que les médias ne parvenaient pas à atteindre la majorité de la population d'Amérique latine, l'ONU recommanda en 1962 d'accorder des fonds à la communication pour le développement. C'est dans ce contexte que Wilbur Schramm écrivit en 1964 *Mass Media and Development*, ouvrage dans lequel il délimitait les bases théoriques de la communication pour le développement et construisait le modèle « source-récepteur-canal-récepteur-effet ». Pour Schramm, les médias de masse sont des facteurs capables de contribuer à la « modernisation » des pays pauvres. Cette croyance sera confirmée vers la fin des années 1960 par la théorie diffusionniste dont l'un des principaux porte-parole en Amérique latine fut Everett Rogers, auteur de *Diffusion of Innovation*. Les possibilités ouvertes par ces théoriciens enthousiasmèrent des organismes de coopération, qui se mirent à financer divers programmes et études, consacrés aux changements de comportements provoqués dans le milieu rural par la diffusion d'informations sur les innovations

technologiques et la planification familiale. Mais il faut se rappeler que le cadre dans lequel on voulait utiliser la communication en tant qu'instrument de « modernisation » était celui de la période nationale-populiste, lorsque le continent cherchait à parvenir au développement national grâce à des États forts et intégrateurs et à travers l'industrialisation et la réforme agraire. La dialectique tradition-modernité orientera durant cette période toutes les théories de la communication en Amérique latine.

À la fin des années 1960, plusieurs auteurs latino-américains commencèrent à remettre en cause le système social que leurs prédécesseurs semblaient cautionner. Le point de départ était l'éloignement par rapport à leurs méthodologies. Pour Ramiro Beltrán (2000a, p. 92) « questionner le modèle d'investigation de la diffusion implique dans ce cas défier les hypothèses dans lequel il paraît s'établir », parmi elles, le pouvoir que donnait la communication, en marge des conditions politiques et socio-économiques. Ce nouveau courant, en cohérence avec la théorie de la dépendance, s'opposait à une vision unique du progrès et questionnait la non-neutralité des médias de masse, les rapports inégaux Nord-Sud, ainsi que la domination économique et culturelle, aussi bien extérieure qu'intérieure.

Un des premiers auteurs de la rupture est Paulo Freire, qui dans *Pédagogie de l'opprimé* (1970) défie le modèle classique de communication et propose un centrage à partir de la réalité du sujet. Son modèle cherche à agir sur la domination sociale à partir de la déconstruction des principes verticalistes par lesquels elle se soutient. Il s'agit d'organiser la population en groupes qui discutent de leur propre réalité pour ensuite agir sur celle-ci. Son œuvre donnera naissance aux réflexions sur la communication horizontale développées plus tard, entre autres, par Reyes Matta (1983). Face aux inégalités internes (élites autoritaires et conservatrices confrontées à la grande majorité de la population) et aux inégalités externes (Nord-Sud), la communication alternative, en mettant en relation communication, démocratie et participation, définit le dialogue comme opposition au monologue et à la bi-directionnalité, en opposition à l'uni-directionnalité.

À partir des années 1970, les chercheurs en communication d'Amérique latine développent une intense dynamique de production de théories capables de refléter la réalité locale. Le cadre de réflexion fut le modèle de la dépendance qui se refléta dans le questionnement des théories, méthodes et objets d'étude importés. Luís Ramiro Beltrán (2000b, p. 2) qualifie cette période de « décennie de feu dans le champ de la communication ». Salvador Allende était au pouvoir au Chili. Cuba avait connu une révolution, de même que la Bolivie. Ce fut un moment d'ébullition et de rencontre de la classe moyenne avec les classes populaires. Pour Armand et Michèle Mattelart (1997), « l'Amérique latine n'est pas seulement un lieu de critique radicale des théories de la modernisation, [...] elle produit également des initiatives qui font rupture avec le modèle vertical de transmission des idéaux de développement ».

C'est dans ce cadre que la recherche latino-américaine s'intéressa à toute une série de pratiques communicationnelles endogènes qui allaient à l'encontre du modèle de communication horizontale. Elle se focalisa notamment sur les expériences de communications radiophoniques appelées participatives, dialogiques, éducatives, populaires ou alternatives. S'il s'agit là de phénomènes assez

diversifiés, plusieurs auteurs sont néanmoins d'accord pour les identifier comme des projets non lucratifs (Lopez Vigil, 1997), favorisant la démocratisation et le changement social (Peppino, 1999 ; Kaplún, 1985) et se basant sur la « rentabilité socioculturelle » comme logique commune de fonctionnement (Roncagliolo, 1996). Mais d'autres cherchent à dépasser le discours incantatoire sur les processus participatifs pour s'interroger sur leur rôle réel dans la démocratisation des sociétés latino-américaines (Alfaro, 2000 ; Huesca, 1995). Pour Rosa Maria Alfaro, dans la communication participative, l'enfermement dans une communauté territoriale, cohérente par elle-même, ne fournit pas la possibilité d'influencer la société au sens large. Alors, dans quels contextes et sous quelles conditions la « communication » parvient-elle à contribuer à la démocratisation ?

En Bolivie, pays pionnier avec la Colombie pour la radio populaire, depuis les années 1980, des chercheurs tels que Alfonso Gumucio Dragón (1982) ou Gridvia Kuncar et Fernando Lozada (1983) font des études systématiques sur les expériences radiophoniques locales, souvent vieilles de plus de trente ans. Des études postérieures privilégieront les processus de « citoyennisation », notamment celles dues à Carlos Camacho (2001). Malgré cela, il reste encore des lacunes dans la recherche, qui semble se situer loin derrière la praxis.

La radio populaire : le cas bolivien

En Bolivie, la radio a permis la participation à la sphère politique d'importants secteurs de la société dont les demandes ne pouvaient s'exprimer qu'à travers des mobilisations de masse et elle a aussi permis de connecter des régions qui ne possédaient pas de moyens de communication. Ainsi, en venant remédier dans de nombreux cas à l'absence de services publics, a-t-elle joué un double rôle de médiateur : à la fois social et spatial. On peut distinguer : les radios syndicales des mines¹, les radios éducatives catholiques, la radiodiffusion paysanne privée et les radios paysannes et communautaires. Toutes ensemble, elles constituent l'essentiel de la communication populaire bolivienne actuelle. Plusieurs auteurs considèrent la pauvreté et l'incommunication comme les facteurs privilégiés pour expliquer le succès des radios populaires, en excluant les processus politiques et les contextes dans lesquels celles-ci ont surgi. Or, cette position ne reconnaît pas que la possession d'un moyen de communication a un sens pour les habitants et représente un processus propre. En effet, de nombreux éléments permettent de soutenir l'hypothèse que si effectivement les radios populaires connaissent un plus grand enracinement lors de situations d'inégalités, exprimées par une représentation déséquilibrée des groupes sociaux dans l'espace public, elles ont eu besoin, pour se consolider, d'une certaine autonomie par rapport à l'État, ainsi que d'une organisation ou une identité de support.

En effet, après la Révolution nationale (1952), l'accession à la citoyenneté passait nécessairement pour les classes populaires par l'appartenance à un syndicat. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'émergence des radios dans les mines et leur implication dans la mobilisation politique.

De son côté, le syndicat paysan n'arrivait pas à maintenir ses projets de radiodiffusion : un exemple emblématique fut le don de matériel, effectué par la congrégation des Oblats en 1971, qui resta peu de temps entre les mains du syndicat paysan (Beltrán, 2005). Deux facteurs sont essentiels pour la compréhension de ce phénomène : le contexte de l'alliance entre militaires et paysans ; les divisions existant dans les communautés paysannes. Durant cette période, les syndicats étaient certes des instances nationales, mais de faible poids et vassales du parti au pouvoir. Ce ne sera qu'après l'émergence du « katarisme » (1973) et dans le contexte d'une recherche d'autonomie par rapport à l'État et aux partis politiques, qu'apparaîtront, au début des années 1980, les premières radios communautaires rurales (et, en 1983, la première radio du syndicat paysan).

D'après Xavier Albo (2002, p. 121-124), les kataristes montèrent initialement sur la scène politique par le biais de leurs propres programmes qu'ils présentaient dans une radio commerciale, mais ils furent rapidement bâillonnés par la dictature militaire de Hugo Banzer (1971-1978). Mais le courant le moins radical du mouvement bénéficia de l'appui des ONG et de certains secteurs de l'Église catholique, ainsi que des méthodistes, et il obtint finalement une écoute démultipliée grâce à ses programmes en langue aymara, notamment ceux diffusés sur Radio San Gabriel (1979)². Parmi leurs diverses demandes, ces paysans exigeaient la reconnaissance de leurs autorités traditionnelles, la hausse des prix de leurs productions agricoles et le droit à la possession d'émetteurs de radio.

En effet, le mouvement social katariste identifie deux sources dans la domination : l'économique et la culturelle. D'après Genaro Condori (2002), les fondateurs des radios communautaires, construites artisanalement et avec des coûts de fonctionnement très bas, déclarent que celles-ci sont des moyens de communication de tendance classiste et indigéniste en concordance avec les principaux postulats du mouvement social indigène.

Le modèle participatif

Une des techniques dominantes dans le modèle participatif est le « micro ouvert », qui fait partie d'une dynamique dans laquelle le récepteur est un participant. Cela va de la participation directe dans les émissions jusqu'à la lecture du courrier des auditeurs, qui contient toutes sortes de propositions, de demandes ou de déclarations. Il y avait un décalage entre les radios syndicales et communautaires et les radios catholiques, du fait que les premières utilisaient un format participatif direct, tandis que les secondes suivaient différentes étapes de sélection et de recadrage des messages. Or, au milieu des années 1970, les radios éducatives liées à l'Église catholique abandonnèrent leur attitude d'assistantat au profit d'une démarche plus partenariale. Ce changement se produisit justement du fait que les auditeurs devinrent des protagonistes de la radio. On utilisa la stratégie de l'*open source journalism*, qui cherche à faire de chaque citoyen un journaliste et de chaque récepteur une source d'informations. Par exemple, à la Radio San Gabriel, les speakers abandonnent régulièrement leurs studios pour participer

aux travaux collectifs de leurs communautés rurales et recruter des collaborateurs volontaires (reporters populaires), qui vont eux-mêmes collecter des informations et les transmettre aux diverses stations locales connectées en réseau. Cette dynamique n'est pas éloignée des processus politiques qui se font jour dans les campagnes boliviennes et qui sont à la racine de la diffusion de l'idéologie katariste. Si au commencement le modèle privilégié est inspiré de Radio Sutantenzas (1947), la première radio éducative catholique d'Amérique latine, elles s'adapteront à partir des années 1970 à la demande croissante des auditeurs qui souhaitaient un rôle plus actif de l'Église dans le changement social.

Les pratiques participatives, en faisant appel à des sentiments d'appropriation et d'identification, constituent un élément central dans la légitimité des espaces délibératifs que la radio incarne. Les radios des mines ont un fonctionnement similaire, car une grande partie de leur programmation en direct se fait à partir de la rue ou des mines, par la méthode du micro ouvert et à travers un réseau de radios qui n'a pas cessé de fonctionner durant les moments de crise, de répression et de dictature. Cependant, bien que durant les années 1970 les différences entre les radios se soient atténuées à cause de la similitude des techniques utilisées, des formes d'organisation et des types de programmation, deux métaphores aident à exprimer la différence d'approche qui subsistait entre les radios catholiques et les radios communautaires et syndicales : les premières aspiraient à « donner la voix aux sans-voix », tandis que les secondes voulaient « prendre la parole ». Les radios catholiques portent encore un héritage « assistancialiste », tandis que les radios syndicales se reconnaissent comme instruments de l'organisation et de la lutte sociale.

Pour Robert Huesca (1995) et José Luís Gutierrez³, le modèle participatif devrait être considéré comme un germe initial et un processus plutôt que comme un fait donné et permanent. Gutierrez et Karina Herrera⁴ font remarquer que dans les radios populaires et les radios éducatives catholiques, la direction et la programmation étaient définies par les propriétaires de ces médias. Malgré l'existence de formes démocratiques comme la direction tournante, il existe une centralisation dans la prise de décisions sur la programmation et le ciblage de la radio. Huesca constate également l'existence d'inégalités de genre, d'âge et de statut, dans l'usage de la parole. Bien que la radio – dans ce cas la radio des mineurs – faisait circuler les micros dans les marchés, places et mines, ouvrant ses studios à toute personne qui en avait besoin, les niveaux de participation reflétaient inévitablement les relations de pouvoir dans les sociétés. Certains programmes et initiatives cherchent à faire évoluer cette situation. Huesca analyse le cas d'un programme qui stimule la participation féminine en diminuant le temps de parole de l'autre sexe, bien plus représenté. Domitila Barrios de Chungara (1978), dans son témoignage, montre comment, à travers leur participation à la radio, les femmes prirent du pouvoir dans les mines, secteur professionnel très hiérarchisé et machiste. Le « participatif » peut alors être lu à deux niveaux : un niveau macro-social dans lequel les groupes organisés cherchent à obtenir une meilleure représentation politique (et, dans les cas analysés, avec une importante composante contre-hégémonique) ; un niveau de participation locale à partir d'une perspective micro-sociale dans laquelle on favorise une plus grande démocratisation interne.

Une conquête populaire

Nous avons choisi l'exemple de la radiodiffusion bolivienne afin d'illustrer et de comprendre l'origine des théories et pratiques de la communication populaire et participative en Amérique latine. Sur le continent, la théorie, marquée à l'origine par le double contexte autoritaire de la dépendance et du national-populisme, passe par une prise de distance vis-à-vis du diffusionnisme pour aboutir à l'émergence d'une pensée critique autonome. Trois courants, qui s'entrelacent à certains moments, coexistent sur le continent : la communication pour le développement (promue par l'État et les organismes de coopération) ; la communication populaire de caractère plus endogène ; la communication sociale de l'Église catholique, visant à l'évangélisation et à l'éducation, qui s'intéressera de plus en plus aux problèmes réels et concrets des populations. Ces processus amènent à la modification des formats pour les rendre plus participatifs. De même, nous avons identifié le moment où apparaissent les radios syndicales des mines, en les distinguant des radios syndicales paysannes.

L'hypothèse que nous soutenons est que ces diverses radios, caractérisées par l'autogestion, surgissent dans des contextes sociaux spécifiques, animés soit par une organisation et un projet politique, soit par un désir d'autonomie par rapport à l'État et aux partis politiques. Les radios sont très liées aux mouvements populaires et elles trouvent leur légitimité dans les formes de participation et de contrôle social qu'elles exercent dans les communautés ou à travers la mobilisation politique. Le participatif n'est pas un fait donné, mais un processus. Il existe un contrôle par le haut de la programmation des radios (mis à part le cas des radios communautaires), mais en général, grâce à la méthode du micro ouvert et aux reporters populaires, il se crée des dynamiques allant vers une plus grande participation de la base. Les radios populaires ont eu une influence sur la mise à jour de nouvelles identités dans l'espace public, avec des répercussions dans la mobilisation politique. Elles contribuent ainsi à la démocratisation de la société, mais sans forcément transformer l'espace public en un lieu commun à tous.

NOTES

1. La première radio populaire en Bolivie apparaît en 1947 dans la mine *Siglo XX*. En 1956, les mineurs auront déjà créé et relié en réseau 30 radios, administrées et financées par leurs propres moyens. Voir Sandra Aliaga (2000).
2. Radio affiliée au réseau Erbol (Educación radiofónica boliviana). Association d'inspiration catholique fondée en 1967, elle regroupe 80 radios reliées en réseau.
3. Interview de José Luís Gutierrez représentant pour la Bolivie de l'Association mondiale des radios communautaires (Amarc), décembre 2006, La Paz.
4. Interview de Karina Herrera, auteur de *Las Radios sindicales y mineras en Bolivia hoy* (La Paz, 2006), décembre 2006, La Paz.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALBO, X., *Pueblos indios en la política*, La Paz, Plural-Cipca, 2002.
- ALFARO, R. M., « Culturas populares y comunicación participativa : en la ruta de las redefiniciones », *Razón y palabra*, n° 18, mai-juin 2000.
- ALIAGA, S., *Medios de comunicación e información en el mundo sindical*, La Paz, Ildis, 2000.
- BARRIOS DE CHUNGARA, D., *Si on me donne la parole... La vie d'une femme de la mine bolivienne*, Témoignage recueilli par Moema VIEZZER, Paris, François Maspéro, 1978.
- BELTRÁN, L. R., *Communication Research in Latin America: the Blindfolded Inquiry?*, Conference on the Contribution of the Mass Media to the Development of Consciousness in a Changing World, Leipzig, Democratic Republic of Germany, 17-20 septembre 1974.
- BELTRÁN, L. R., « Premisas, objetos y métodos foráneos », *Investigación sobre comunicación en Latinoamérica*, La Paz, Plural, 2000a., p. 92.
- BELTRÁN, L. R., « El sueño en la nevera », *Chasqui*, n° 70, Quito, Ciespal, 2000b.
- BELTRÁN, L. R., *La Radio du peuple en Bolivie, accès, dialogue et participation*, Journées sur le droit des pauvres à l'information et à l'éducation, Santa Fé, 16 et 17 mai 2005.
- CAMACHO, C., *Las Radios populares en la construcción de la ciudadanía*, La Paz, Universidad Simón Bolívar, 2001.
- CONDORI, G., « Experiencias comunicacionales de la Asociación de radioemisoras aymaras de La Paz », in TICONA, E. (dir.), *Los Andes desde los Andes*, La Paz, Yachayhuasi, 2002, p. 81-124.
- FREIRE, P., *Pedagogía del oprimido*, Montevideo, Tierra Nueva, 1970.
- GUMUCIO DRAGÓN, A., « El papel político de las radios mineras », *Comunicación y Cultura*, n° 8, 1982.
- HUESCA, R., « A Procedural View of Participatory Communication: Lessons from Bolivian Miners Radio », *Media, Culture and Society*, vol. 17, Londres, Thousand Oaks & New Delhi, Sage, 1995, p. 101-119.
- KAPLÚN, M., *El Comunicador popular*, Quito, Ciespal, 1985.
- KUNCAR, G., LOZADA, F., « Las emisoras mineras de Bolivia : una histórica experiencia de comunicación autogestionaria », in REYES MATTA, F. (ed.), *Comunicación alternativa y búsquedas democráticas*, México, Ilet, 1983, p. 186-207.
- LOPEZ VIGIL, J. I., *Manual urgente para radialistas apasionados*, Quito, Amarc, 1997.
- MANSILLA, J., *Radio Vanguardia*, La Paz, Colquiri, 1971.
- MARQUES DE MELO, J., *Comunicação social : teoria e pesquisa*, Petrópolis, Vozes, 1971.
- MATTELART, A. & M., *Historia de las teorías de la comunicación*, Barcelone, Paidós, coll. Comunicación, 1997, p. 81.
- PEPPINO, A. M., *Radio educativa, popular y comunitaria*, Mexico, UAM, 1999.

Paula Capra

REYES MATTA, F., *Comunicación alternativa y búsquedas democráticas*, Santiago du Chili, Ilet, 1983.

RONCAGLIOLO, R., « Libertad de expresión radiofónica », *Revista latinoamericana de comunicación Cbasquí*, n° 56, 1996, p. 48-51.

SCHRAMM, W., *Mass Media and National Development*, Stanford University Press, 1964.